



Eurobaromètre Standard 80 Automne 2013

EUROPE 2020

RAPPORT

Terrain : novembre 2013

Cette étude a été commandée et coordonnée par la Commission européenne,
Direction générale Communication.

http://ec.europa.eu/public_opinion/index_fr.htm

Le présent document ne représente pas le point de vue de la Commission européenne.
Les interprétations et les opinions qu'il contient n'engagent que les auteurs.

Eurobaromètre Standard 80 / Automne 2013 – TNS Opinion & Social

Eurobaromètre Standard 80
Automne 2013

Europe 2020

Étude réalisée par TNS opinion & social à la demande de
la Commission européenne, Direction générale Communication

Étude coordonnée par la Commission européenne,
Direction générale Communication
(DG COMM Unité "Stratégie, actions de
communication corporate et Eurobaromètre")

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	2
I. L'IMPORTANCE PERÇUE DES INITIATIVES DE L'UNION EUROPÉENNE DANS LE CADRE D'EUROPE 2020	4
II. L'OPINION SUR LES OBJECTIFS CHIFFRÉS DE L'UNION EUROPÉENNE DANS LE CADRE D'EUROPE 2020	8
III. LA DIRECTION SUIVIE PAR L'UNION EUROPÉENNE POUR LUTTER CONTRE LA CRISE	15

ANNEXES

Spécifications techniques

INTRODUCTION

La stratégie Europe 2020 a été lancée en mars 2010 par la Commission européenne avec une triple finalité, sortir de la crise économique et financière, préparer l'économie européenne aux enjeux du futur et créer les conditions d'une croissance innovante, durable et inclusive du plus grand nombre¹.

La perception de cette stratégie par l'opinion publique européenne est mesurée depuis l'enquête Eurobaromètre Standard du printemps 2010 (EB73)². Trois indicateurs, dans cette nouvelle enquête de l'automne 2013 (EB80), permettent d'appréhender l'opinion des Européens sur le sujet :

Le premier dessine la hiérarchie de sept initiatives définies par la Commission européenne dans le cadre de la stratégie Europe 2020, en fonction du niveau d'importance que leur accordent les Européens.

Le deuxième quantifie le degré de réalisme que les Européens prêtent aux objectifs chiffrés de cette stratégie.

Enfin, le troisième mesure l'approbation des Européens à l'égard de la politique de sortie de crise conduite par l'Union européenne.

Depuis le printemps 2010, les indicateurs de la stratégie Europe 2020 se caractérisent par leur grande stabilité. Cette dernière enquête Standard Eurobaromètre s'inscrit dans cette logique, sans rupture de tendance avec les précédentes.

Le rapport complet de l'enquête Eurobaromètre Standard 80 est composé de plusieurs volumes. Le premier volume présente l'état de l'opinion publique dans l'Union européenne (UE). Quatre autres volumes présentent l'opinion des Européens sur d'autres thèmes : la citoyenneté européenne ; la crise financière et économique ; la stratégie Europe 2020 ; les habitudes médiatiques dans l'Union européenne. Le présent volume est consacré à la stratégie Europe 2020.

Cette enquête Eurobaromètre Standard a été conduite entre le 2 et le 17 novembre 2013³ dans 34 pays ou territoires : les 28 Etats membres de l'Union européenne⁴, les cinq pays candidats (l'ancienne République yougoslave de Macédoine, la Turquie, l'Islande, le Monténégro et la Serbie), et la communauté chypriote turque dans la partie du pays qui n'est pas contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre.

¹ http://ec.europa.eu/europe2020/index_fr.htm

² Terrain réalisé en mai 2010, soit quelques mois après le lancement de la stratégie Europe 2020 par la Commission européenne (en mars 2010)

³ Veuillez consulter les spécifications techniques pour connaître les dates exactes des entretiens dans chaque pays.

⁴ Cette enquête est le premier Eurobaromètre Standard depuis l'adhésion de la Croatie à l'UE le 1er juillet 2013. Les résultats présentés dans ce rapport représentent donc la moyenne pondérée pour les 28 Etats membres.

La méthodologie utilisée est celle des sondages Eurobaromètre de la Direction générale Communication (Unité « Stratégie, actions de communication corporate et Eurobaromètre »)⁵. Une note technique sur la manière de mener les interviews par les instituts du réseau de TNS opinion & social est annexée à ce rapport. Cette note indique également les intervalles de confiance⁶, qui permettent d'évaluer la précision des résultats d'un sondage, en fonction de la taille de l'échantillon interrogé par rapport à la taille totale de la population étudiée.

Les abréviations utilisées dans ce rapport et leurs correspondances sont les suivantes :

ABRÉVIATIONS			
BE	Belgique	LV	Lettonie
BG	Bulgarie	LU	Luxembourg
CZ	République tchèque	HU	Hongrie
DK	Danemark	MT	Malte
DE	Allemagne	NL	Pays-Bas
EE	Estonie	AT	Autriche
EL	Grèce	PL	Pologne
ES	Espagne	PT	Portugal
FR	France	RO	Roumanie
HR	Croatie	SI	Slovénie
IE	Irlande	SK	Slovaquie
IT	Italie	FI	Finlande
CY	République de Chypre*	SE	Suède
LT	Lituanie	UK	Royaume-Uni
CY (tcc)	Communauté chypriote turque	UE28	Union européenne – moyenne pondérée pour les 28 Etats membres
TR	Turquie	Zone euro	BE, FR, IT, LU, DE, AT, ES, PT, IE, NL, FI, EL, EE, SI, CY, MT, SK
MK	Ancienne République yougoslave de Macédoine **	Hors zone euro	BG, CZ, DK, HR, LT, LV, HU, PL, RO, SE, UK
IS	Islande		
ME	Monténégro		
RS	Serbie		

* Chypre dans son ensemble est l'un des 28 Etats membres de l'Union européenne. Toutefois, l'« acquis communautaire » est suspendu dans la partie du pays qui n'est pas contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre. Pour des raisons pratiques, seuls les entretiens réalisés dans la partie du pays contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre sont repris dans la catégorie « CY » et compris dans la moyenne de l'UE28. Les entretiens réalisés dans la partie du pays non contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre sont repris dans la catégorie « CY(tcc) » [tcc : communauté chypriote turque]

** Abréviation provisoire ne préjugant pas de la nomenclature définitive de ce pays qui sera convenue après la conclusion de négociations actuellement en cours aux Nations unies

* * * * *

*Nous tenons à remercier toutes les personnes interrogées à travers l'Europe
qui ont pris le temps de participer à ce sondage.*

Sans leur participation active, cette enquête n'aurait pas été possible.

⁵ http://ec.europa.eu/public_opinion/index_fr.htm

⁶ Les tableaux de résultats sont joints en annexe. Il convient de noter que le total des pourcentages indiqué dans les tableaux de ce rapport peut dépasser 100% dans les cas où les personnes interrogées avaient la possibilité de choisir plusieurs réponses à une question.

I. L'IMPORTANCE PERÇUE DES INITIATIVES DE L'UNION EUROPÉENNE DANS LE CADRE D'EUROPE 2020

Cette enquête Eurobaromètre Standard de l'automne 2013 demandait en premier lieu aux personnes interrogées de caractériser l'importance de sept initiatives définies dans le cadre de la stratégie Europe 2020⁷. Dans cet objectif, elles devaient donner une note de 1 à 10 à chacune des initiatives, 1 signifiant qu'elles la jugeaient comme « pas importante du tout » et 10 comme « très importante ». Les réponses ont ensuite été agrégées en trois catégories (« important » pour les notes de 7 à 10, « moyennement important » pour les notes 5 et 6 et « pas important » pour les notes de 1 à 4) afin de hiérarchiser le niveau d'importance prêté à chacun de ces axes d'action par les Européens.

Comme lors de l'enquête Eurobaromètre Standard précédente du printemps 2013 (EB79), la totalité des initiatives testées est considérée comme importante par une majorité absolue d'Européens. Dans cet ensemble, la hiérarchie n'évolue pas : les initiatives sociales (lutte contre l'exclusion et emploi) et environnementales (soutien à une économie durable) continuent, comme c'est le cas depuis la mise en place de cet indicateur au printemps 2010 (EB73), d'arriver en tête du classement des initiatives les plus importantes, devant les mesures visant à soutenir la compétitivité, l'éducation et l'innovation.

Par rapport au printemps 2013, la perception de l'importance de ces initiatives est en légère hausse pour six sur sept d'entre elles, et stable pour la dernière. Cette progression se produit toutefois après une tendance inverse entre l'automne 2012 (EB78) et le printemps 2013 (EB79), ce qui fait que sur un an, cet indicateur demeure globalement très stable.

De manière détaillée :

Au moins huit Européens sur dix considèrent comme importantes les initiatives visant à « **aider les gens pauvres et socialement exclus et leur permettre de prendre une part active dans la société** » (81%, +3 points de pourcentage par rapport au printemps 2013) et à « **moderniser les marchés de l'emploi en visant l'augmentation du niveau des emplois** » (80%, sans changement).

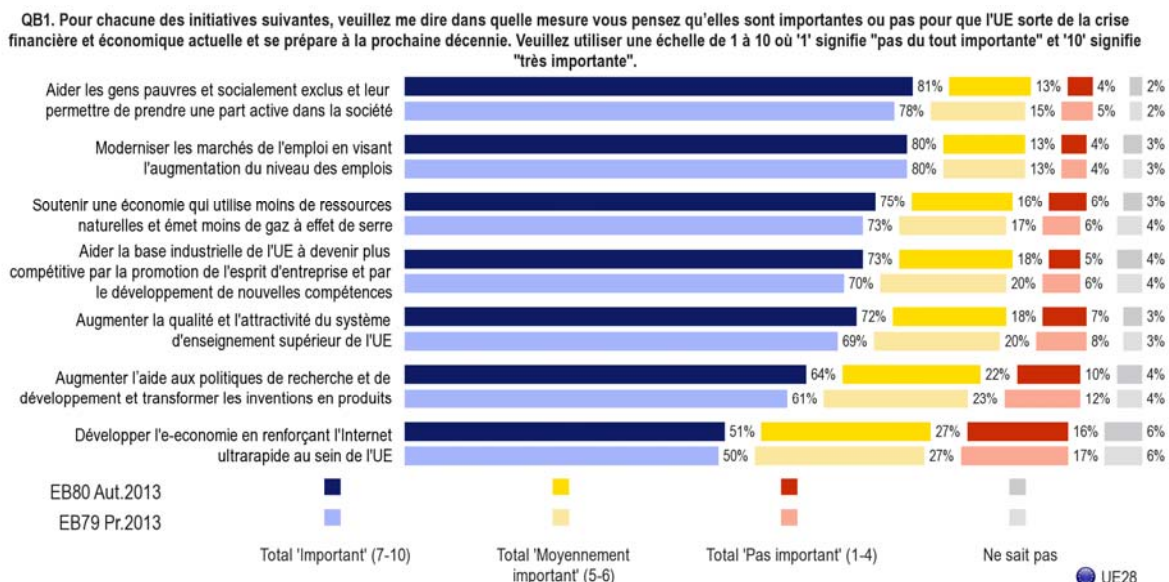
Trois quarts d'entre eux (75%, +2 points de pourcentage) jugent important de « **soutenir une économie qui utilise moins de ressources naturelles et émet moins de gaz à effet de serre** ».

Plus de sept sur dix s'accordent sur l'importance « **d'aider la base industrielle de l'UE à devenir plus compétitive par la promotion de l'esprit d'entreprise et par le développement de nouvelles compétences** » (73%, +3 points de pourcentage) et « **d'augmenter la qualité et l'attractivité du système d'enseignement supérieur de l'UE** » (72%, +3).

⁷ QB1. Pour chacune des initiatives suivantes, veuillez me dire dans quelle mesure vous pensez qu'elles sont importantes ou pas pour que l'UE sorte de la crise financière et économique actuelle et se prépare à la prochaine décennie. Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10 où '1' signifie "pas du tout importante" et '10' signifie "très importante".

Près des deux tiers (64%, +3 points de pourcentage) estiment que l'initiative visant à « **augmenter l'aide aux politiques de recherche et de développement et transformer les inventions en produits** » est importante.

Enfin plus de un Européen sur deux (51%, +1 point de pourcentage) considère comme important de « **développer l'e-économie en renforçant l'internet ultrarapide au sein de l'UE** ».



Six initiatives sur sept apparaissent importantes à une majorité absolue des personnes interrogées dans tous les Etats membres de l'Union européenne (à la seule exception du Royaume-Uni sur l'aide aux politiques de recherche). Seule l'initiative visant à développer l'e-économie et le haut débit en Europe échappe à cette règle, en suscitant des différences de perception plus marquées entre les différents pays.

Les sept initiatives testées sont jugées plus importantes par les personnes interrogées dans les pays de la zone euro qu'en dehors de cette zone, avec des différences variant de plus un point de pourcentage pour « Aider les gens pauvres et socialement exclus et leur permettre de prendre une part active dans la société » et « moderniser les marchés de l'emploi en visant l'augmentation du niveau des emplois », à sept points pour « soutenir une économie qui utilise moins de ressources naturelles et émet moins de gaz à effet de serre ».

Au moins sept personnes interrogées sur dix reconnaissent l'importance des initiatives concernant l'emploi et l'insertion sociale dans chacun des 28 Etats membres de l'Union européenne. Les opinions sur l'importance de **la lutte contre les exclusions et l'aide à l'insertion sociale des personnes en difficulté** s'échelonnent de 91% en Grèce, en Espagne, en Finlande et à Chypre, à 70% en Italie. Celles sur l'importance de **la modernisation du marché du travail et la création d'emploi** se situent dans une fourchette allant de 93% en Slovaquie à 70% en France et au Luxembourg.

Les évolutions les plus importantes sont observées au Portugal (90%, +6 points de pourcentage) et au Royaume-Uni (78%, +6) pour le fait d'aider les gens pauvres et socialement exclus et leur permettre de prendre une part active dans la société ; également au Portugal pour la modernisation du marché du travail et la création d'emploi (91%, +7).

Plus de six personnes interrogées sur dix jugent, dans chacun des pays de l'UE, importantes les initiatives de soutien à **une économie durable et moins émettrice de gaz à effet de serre** (de 92% en Suède à 64% au Royaume-Uni) et **d'aide à la compétitivité par le développement de l'esprit d'entreprise** (de 88% en Finlande à 66% au Royaume-Uni et au Luxembourg).

La perception de l'importance du soutien à **une économie durable réduisant l'effet de serre** est en hausse notable en Irlande (75%, +9 points de pourcentage), au Portugal (75%, +7), en Lettonie (73%, +7), en France (71%, +6) et en Belgique (77%, +6). Elle recule le plus fortement en Pologne (67%, -6). L'opinion caractérisant comme importante **l'aide à la compétitivité** progresse notablement au Portugal (83%, +9), aux Pays-Bas (79%, +8), en Irlande (78%, +8), en Lettonie (83%, +6) et en Autriche (73%, +6). Elle est en décroissance en Bulgarie (86%, -6).

Au moins six personnes interrogées sur dix au sein de chacun des 28 Etats membres considèrent comme important de **renforcer l'attractivité et la qualité du système d'enseignement supérieur**, les proportions se situant entre 88% en Espagne et 60% en France. La perception de l'importance de cette initiative croît de dix points au Portugal (80%) et de six points en Suède (80%), en Irlande (78%), en Belgique (71%) et en France (60%).

Le Royaume-Uni est le seul pays des 28 de l'UE où moins de la majorité absolue des personnes interrogées (49%, -1 point de pourcentage) ne juge pas comme importante l'initiative consistant à **aider la recherche et l'innovation**. A l'opposé, cette initiative est le plus largement perçue comme importante en Espagne (79%, +8). La perception de l'importance de cette initiative est en hausse sensible au Portugal (72%, +10), en Finlande (68%, +9) et aux Pays-Bas (69%, +9). Elle est en diminution notable en Slovénie (62%, -8).

Enfin, l'initiative visant au **développement de l'économie numérique et du haut débit** est jugée importante par moins d'une personne interrogée sur deux dans huit pays (Suède, Luxembourg, France, Royaume-Uni, Danemark, Belgique, République tchèque et Pays-Bas). Le développement de l'économie numérique est donc considéré comme important par une majorité absolue des personnes interrogées au sein de 20 Etats membres, cette opinion étant la plus largement partagée en Irlande (71%, +2 points de pourcentage), en Roumanie (67%, +9), en Slovaquie (67%, +6), en Grèce (66%, -4), en Bulgarie (66%, -5) et en Croatie (66%, +2). En plus de la Roumanie et de la Slovaquie, l'importance perçue du développement de l'e-économie au sein de l'UE est en croissance notable en Espagne (56%, +6) ; elle est en décroissance nette à Malte (53%, -9) et à Chypre (51%, -9).

QB1. Pour chacune des initiatives suivantes, veuillez me dire dans quelle mesure vous pensez qu'elles sont importantes ou pas pour que l'UE sorte de la crise financière et économique actuelle et se prépare à la prochaine décennie. Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10 où '1' signifie "pas du tout importante" et '10' signifie "très importante".

Total 'Importante' (7-10)

	Aider les gens pauvres et socialement exclus et leur permettre de prendre une part active dans la société	Moderniser les marchés de l'emploi en visant l'augmentation du niveau des emplois	Soutenir une économie qui utilise moins de ressources naturelles et émet moins de gaz à effet de serre	Aider la base industrielle de l'UE à devenir plus compétitive par la promotion de l'esprit d'entreprise et par le développement de nouvelles compétences	Augmenter la qualité et l'attractivité du système d'enseignement supérieur de l'UE	Augmenter l'aide aux politiques de recherche et de développement et transformer les inventions en produits	Développer l'économie en renforçant l'Internet ultrarapide au sein de l'UE
UE28	81%	80%	75%	73%	72%	64%	51%
ZONE EURO	81%	80%	78%	74%	74%	66%	52%
HORS ZONE EURO	80%	79%	71%	71%	68%	60%	50%
BE	81%	80%	77%	70%	71%	60%	44%
BG	87%	89%	84%	86%	77%	74%	66%
CZ	75%	86%	77%	76%	66%	62%	47%
DK	78%	78%	75%	75%	80%	73%	44%
DE	85%	84%	84%	70%	84%	67%	55%
EE	78%	79%	74%	77%	73%	58%	55%
IE	85%	84%	75%	78%	78%	67%	71%
EL	91%	91%	82%	82%	87%	76%	66%
ES	91%	86%	83%	82%	88%	79%	56%
FR	75%	70%	71%	70%	60%	52%	32%
HR	86%	85%	80%	80%	80%	70%	66%
IT	70%	72%	69%	68%	62%	63%	59%
CY	91%	92%	73%	85%	76%	53%	51%
LV	79%	87%	73%	83%	75%	58%	58%
LT	83%	80%	78%	77%	74%	70%	61%
LU	78%	70%	73%	66%	70%	52%	30%
HU	79%	80%	79%	79%	67%	67%	55%
MT	89%	90%	84%	76%	85%	66%	53%
AT	80%	82%	83%	73%	76%	71%	55%
NL	83%	80%	79%	79%	73%	69%	48%
PL	79%	77%	67%	67%	62%	61%	55%
PT	90%	91%	75%	83%	80%	72%	56%
RO	85%	86%	74%	74%	78%	65%	67%
SI	90%	90%	79%	85%	63%	62%	57%
SK	83%	93%	80%	85%	78%	71%	67%
FI	91%	92%	85%	88%	69%	68%	53%
SE	88%	79%	92%	79%	80%	73%	28%
UK	78%	75%	64%	66%	64%	49%	41%

Pourcentage le plus élevé par pays

Pourcentage le plus bas par pays

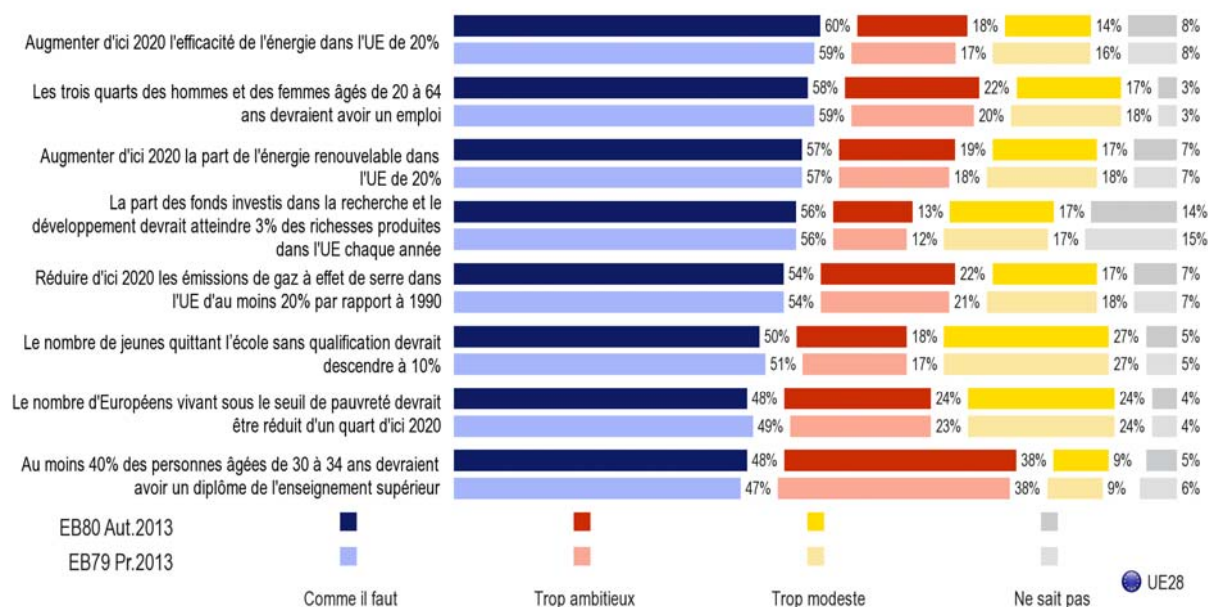
Pourcentage le plus élevé par item

Pourcentage le plus bas par item

II. L'OPINION SUR LES OBJECTIFS CHIFFRÉS DE L'UNION EUROPÉENNE DANS LE CADRE D'EUROPE 2020

Après avoir jugé de l'importance des sept initiatives de la stratégie d'Europe 2020, les Européens étaient invités à se prononcer sur les *objectifs chiffrés* fixés par l'UE dans le cadre de cette stratégie. Trois possibilités de jugements (« comme il faut », « trop ambitieux » ou « trop modeste ») leur étaient offertes pour évaluer le réalisme de chacun de ces objectifs⁸. Depuis sa mise en place au printemps 2010, cet indicateur se caractérise par sa grande stabilité. Cette enquête Eurobaromètre Standard de l'automne 2013 n'échappe pas à la règle, les variations mesurées par rapport au printemps 2013 étant marginales. Comme lors des précédentes enquêtes, les objectifs testés sont tous considérés « comme il faut », c'est-à-dire réalistes et atteignables, par une majorité d'Européens, absolue pour six d'entre eux, relative pour les deux restants.

QB2. En pensant à chacun des objectifs suivants à atteindre dans l'UE d'ici 2020, diriez-vous qu'il est trop ambitieux, comme il faut ou trop modeste ?



⁸ QB2. En pensant à chacun des objectifs suivants à atteindre dans l'UE d'ici 2020, diriez-vous qu'il est trop ambitieux, comme il faut ou trop modeste ?

Dans le détail :

- Six Européens sur dix (60%, +1 point de pourcentage par rapport au printemps 2013) jugent réaliste l'objectif visant à « augmenter d'ici 2020 l'efficacité de l'énergie dans l'UE de 20% » ;
- 58% (-1) s'accordent sur le réalisme de l'objectif consistant à faire que « les trois quarts des hommes et des femmes âgés de 20 à 64 ans aient un emploi » ;
- 57% (sans changement) considèrent comme réaliste l'objectif « d'augmenter d'ici 2020 la part de l'énergie renouvelable dans l'UE de 20% » ;
- 56% (=) estiment « qu'atteindre une part des fonds investis dans la recherche et le développement égale à 3% des richesses produites dans l'UE chaque année » est un objectif réaliste ;
- 54% (=) jugent « comme il faut » l'objectif de « réduction d'ici 2020 des émissions de gaz à effet de serre dans l'UE d'au moins 20% par rapport à 1990 » ;
- 50% (-1) voient dans l'objectif visant à « faire descendre à 10% le nombre de jeunes quittant l'école sans qualification » un objectif atteignable ;
- 48% (-1) pensent que l'objectif de « réduire d'un quart d'ici 2020 le nombre d'Européens vivant sous le seuil de pauvreté » est réaliste, 24% (sans changement) le jugeant trop modeste et 24% (+1) trop ambitieux ;
- enfin, 48% (+1) regardent l'objectif visant à ce « qu'au moins 40% des personnes âgées de 30 à 34 ans aient un diplôme de l'enseignement supérieur » comme réaliste. 38% (=) le considèrent comme trop ambitieux, et 9% (=) comme trop modeste. Des huit objectifs, ce dernier est de loin celui qui suscite le plus de réponses sur son caractère trop ambitieux.

Les évolutions sont peu marquées sur cet indicateur. Depuis le printemps 2010, le mouvement est toutefois à une légère érosion du réalisme des objectifs sociaux et éducatifs alors que celle des objectifs environnementaux et de l'objectif économique d'investissement dans la recherche se maintient globalement au même niveau sur la période. Le réalisme des objectifs visant à **amener les trois quarts des hommes et femmes de 20 à 64 à l'emploi** et visant à **réduire d'un quart la pauvreté** a ainsi reculé de cinq points de pourcentage entre le printemps 2010 et l'automne 2013 ; celui de l'objectif visant à ce que **40% des 30-34 ans soient diplômés du supérieur** a diminué de quatre points ; celui, enfin, de l'objectif visant à **réduire le nombre de jeunes quittant l'école sans qualification à 10%** a baissé de trois points.

OB2. En pensant à chacun des objectifs suivants à atteindre dans l'UE d'ici 2020, diriez-vous qu'il est trop ambitieux, comme il faut ou trop modeste -%UE

Réponse: Comme il faut

	EB73 Pr.2010	EB74 Aut.2010	Diff. Aut.2010 - Pr.2010	EB75 Pr.2011	Diff. Pr.2011 - Aut.2010	EB76 Aut.2011	Diff. Aut.2011 - Pr.2011	EB77 Pr.2012	Diff. Pr.2012 - Aut.2011	EB78 Aut.2012	Diff. Aut.2012 - Pr.2012	EB79 Pr.2013	Diff. Pr.2013 - Aut.2012	EB80 Aut.2013	Diff. Aut.2013 - Pr.2013	Diff. Aut.2013 - Pr.2010
Augmenter d'ici 2020 l'efficacité de l'énergie dans l'UE de 20%	60%	59%	-1	60%	+1	60%	=	60%	=	59%	-1	59%	=	60%	1	=
Les trois quarts des hommes et des femmes âgés de 20 à 64 ans devraient avoir un emploi	63%	59%	-4	61%	+2	60%	-1	60%	=	59%	-1	59%	=	58%	-1	-5
Augmenter d'ici 2020 la part de l'énergie renouvelable dans l'UE de 20%	58%	57%	-1	57%	=	57%	=	58%	+1	57%	-1	57%	=	57%	=	-1
La part des fonds investis dans la recherche et le développement devrait atteindre 3% des richesses produites dans l'UE chaque année	56%	54%	-2	56%	+2	55%	-1	56%	+1	57%	+1	56%	-1	56%	=	=
Réduire d'ici 2020 les émissions de gaz à effet de serre dans l'UE d'au moins 20% par rapport à 1990	55%	53%	-2	54%	+1	53%	-1	55%	+2	55%	=	54%	-1	54%	=	-1
Le nombre de jeunes quittant l'école sans qualification devrait descendre à 10%	53%	51%	-2	51%	=	50%	-1	50%	=	51%	+1	51%	=	50%	-1	-3
Le nombre d'Européens vivant sous le seuil de pauvreté devrait être réduit d'un quart d'ici 2020	53%	48%	-5	50%	+2	49%	-1	50%	+1	49%	-1	49%	=	48%	-1	-5
Au moins 40% des personnes âgées de 30 à 34 ans devraient avoir un diplôme de l'enseignement supérieur *	52%	48%	-4	50%	+2	48%	-2	49%	+1	48%	-1	47%	-1	48%	1	-4

*Cet item était formulé légèrement différemment jusqu'à l'enquête Eurobaromètre du printemps 2012 (EB77) : « Au moins 40% de la jeune génération devrait avoir un diplôme ou une qualification »

L'analyse des résultats nationaux révèle que le caractère adéquat de chacun des huit objectifs testés est le plus élevé en Italie. Il est également systématiquement nettement supérieur à la moyenne européenne en Croatie et en Lituanie, et, dans une moindre mesure, en Pologne. Il est en revanche, pour chacun d'entre eux, significativement inférieur à la moyenne européenne en Grèce et au Luxembourg.

De manière plus détaillée :

L'objectif d'augmenter d'ici 2020 l'efficacité de l'énergie dans l'Union européenne de 20% est considéré « comme il faut » par une majorité absolue des personnes interrogées dans 26 des 28 Etats membres, les niveaux les plus élevés étant relevés en Italie (71%, +3 points de pourcentage) et en Slovénie (69%, +2). Cette majorité n'est que relative au Luxembourg (45%, -7) et en Grèce (48%, -5). Le recul de la perception du réalisme de cet objectif au Luxembourg est le plus important enregistré.

Faire que **les trois quarts des hommes et des femmes âgées de 20 à 64 ans aient un emploi** est un objectif perçu comme réaliste par une majorité absolue des personnes interrogées au sein de 24 Etats membres, avec le plus grand nombre de citations en Italie (71%, sans changement) et en Croatie (64%, =). Cet objectif est perçu comme réaliste par une majorité relative des personnes interrogées, large en Belgique (48%, -6 points de pourcentage, contre 30%, +6 le jugeant trop ambitieux), beaucoup plus courte en Grèce (39%, -2, contre 33%, +2 le jugeant trop ambitieux) et surtout en Suède (44%, -1, contre 43%, +2 le jugeant trop modeste). Enfin, Chypre se démarque très nettement sur cet indicateur en étant le seul pays où l'objectif n'est pas jugé réaliste par une majorité de la population : 43% des personnes interrogées dans ce pays l'estiment trop ambitieux (+4), 29% trop modeste (=) et seulement 27% « comme il faut » (-3). Les proportions de personnes interrogées considérant cet objectif comme réaliste sont en nette baisse en Bulgarie (54%, -8) et en Belgique (48%, -6) ; elles sont en progression à l'inverse à Malte (60%, +7) et en République tchèque (50%, +6).

Le caractère adéquat de l'objectif **d'augmenter d'ici 2020 la part de l'énergie renouvelable dans l'UE de 20%** rassemble une majorité absolue des personnes interrogées dans 23 pays de l'UE, le plus largement en Slovénie (68%, sans changement) et en Italie (68%, +2 points de pourcentage). Il réunit une majorité relative dans les cinq pays restant, en Belgique (48%, -5), en Grèce (47%, -5), au Luxembourg (47%, +1), en Autriche (46%, -2) et en Suède (46%, -3). Dans ce dernier pays, il est toutefois à noter que le rapport d'opinion entre ceux qui jugent l'objectif « comme il faut » et ceux qui le considèrent trop modeste se resserre dans cette enquête à 46/40 pour 49/38 au printemps 2013. Le réalisme de cet objectif a baissé le plus fortement en Lettonie, en Belgique et en Grèce (-5 dans les trois pays).

L'appréciation du réalisme de l'objectif visant à investir 3% des richesses de l'Union européenne dans la recherche et le développement franchit la barre des 50% de citations dans 24 pays de l'UE. Elle est la plus marquée en Italie (66%, sans changement), en Finlande (65%, -4 points de pourcentage), en Croatie (64%, -1), en Lituanie (64%, +1) et en République tchèque (64%, +4). Elle regroupe une majorité relative des personnes interrogées dans quatre pays, en Bulgarie (49%, -1), au Luxembourg (47%, +1), en France (45%, -2) et en Grèce (45%, -3). Le réalisme perçu de cet objectif est en hausse notable à Chypre (52%, +6) et en Pologne (63%, +5). Il est en recul au Portugal (50%, -6) et en Slovénie (59%, -5).

Une majorité absolue des personnes interrogées s'accordent sur le réalisme de l'**objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 20% par rapport à 1990** au sein de 20 Etats membres, avec la plus forte ampleur en Italie (68%, +3 points de pourcentage), en Slovénie (62%, +3), en Lituanie (61%, sans changement), en Lettonie (61%, +1), en Espagne (61%, -2) et en Croatie (60%, -4). Cette majorité est relative dans les autres pays (France, Autriche, Suède, Pays-Bas, Chypre, Grèce, Belgique et Luxembourg) avec notamment un rapport d'opinion très serré en Suède (44% des personnes interrogées dans ce pays jugent cet objectif comme il faut, contre 43% le considérant comme trop modeste). Près d'un tiers des personnes interrogées au Luxembourg (31%, -1), aux Pays-Bas (31%, +6) et en France (30%, +3) jugent cet objectif trop ambitieux, un pourcentage sensiblement supérieur à la moyenne européenne (UE28, 22%, +1). Symétriquement, la proportion de personnes interrogées considérant cet objectif comme trop modeste est significativement supérieure à la moyenne européenne (UE28, 17%, -1) en Suède donc, mais également en Autriche (37%, +2) et en Belgique (31%, +3). Par rapport au printemps 2013, le réalisme de cet objectif se situe en recul marqué aux Pays-Bas (44%, -6), en Grèce (41%, -6) et en Belgique (41%, -5).

Comme lors des enquêtes précédentes, une majorité absolue des personnes interrogées en Suède (55%, +3 points de pourcentage) considèrent que l'objectif de **faire reculer à 10% le nombre de jeunes quittant l'école sans qualification** est trop modeste. Une majorité relative des personnes interrogées en Allemagne partage également désormais cette appréciation alors que ce n'était pas le cas au printemps 2013 (41% de réponses « trop modeste » contre 40% de réponses « comme il faut » aujourd'hui, pour 38% contre 42% au printemps 2013). Le réalisme de cet objectif arrive au premier rang dans tous les autres pays et bénéficie d'une majorité absolue de citations au sein de 17 Etats membres (avec les plus hauts niveaux en Italie (67%, + 4) et en Croatie (64%, -3)). Le rapport d'opinion entre ceux qui jugent cet objectif « comme il faut » et ceux qui le jugent trop modeste demeure serré en Belgique (40% contre 37%, pour 43% contre 37% au printemps 2013) et en Autriche (45% contre 40% sans changement depuis le printemps 2013). Le réalisme de cet objectif est en progression nette de sept points au Luxembourg (42%).






























Par rapport au printemps 2013, le rapport d'opinion sur l'appréciation de l'objectif de réduction **d'un quart de la pauvreté dans l'Union européenne** se modifie dans deux pays. Sous l'effet d'une progression respective de sept et six points de pourcentage, la perception faisant de cet objectif un objectif trop ambitieux est majoritaire et devance désormais la perception réaliste en France (39% contre 35%, pour 32% contre 40% au printemps 2013) et en République tchèque (38% contre 37%, pour 32% contre 38% au printemps 2013) alors que la situation inverse prévalait il y a six mois. Cette perception d'une trop grande ambition continue de dominer à Chypre (48% contre 20% de réponses « comme il faut », pour 47% contre 24% au printemps 2013) et au Luxembourg (37% contre 33% de réponses « comme il faut pour 36% contre 34% au printemps 2013).

A l'opposé, cet objectif est vu comme trop modeste par une majorité des personnes interrogée en Suède (46% contre 39% de réponses « comme il faut, sans changement) et en Grèce (36% contre 28%, pour 36% contre 32% au printemps 2013). Le rapport d'opinion entre ceux qui le jugent trop modeste et ceux qui le jugent comme il faut est équilibré en Autriche (42% contre 42%, pour 43% contre 42% au printemps 2013). La perception réaliste domine dans les autres pays, fédérant une majorité absolue des personnes interrogées dans 10 d'entre eux, la plus large en Italie (65%, +2), en Lettonie (60%, =) et en Croatie (58%, -3).

L'objectif **visant à amener au moins 40% des 30-34 ans à un diplôme de l'enseignement supérieur** en Europe est majoritairement considéré comme réaliste par une majorité absolue des personnes interrogées dans les pays en dehors de la zone euro (52%), et par une majorité relative dans la zone euro (45%). Cet objectif est considéré comme trop ambitieux au sein de dix Etats membres. Comme lors de l'enquête du printemps 2013, cette perception domine aux Pays-Bas (68%, -1 point de pourcentage depuis le printemps 2013), en Allemagne (63%, sans changement), en Finlande (60%, +6), en Slovaquie (51%, +6), en Estonie (51%, +3), au Luxembourg (50%, +3), en France (47%, =, contre 37%, +1) et en Autriche (46%, =, contre 41%, =). Elle gagne dans cette enquête la République tchèque (49% contre 45% de réponses « comme il faut », pour 45% contre 46% au printemps 2013) et la Slovénie (46% contre 44%, pour 44% contre 47%), où le rapport d'opinion se modifie.

La perception réaliste arrive au premier rang dans les autres pays, avec une majorité absolue de citations dans 11 d'entre eux et les niveaux les plus élevés en Italie (69%, +5 points de pourcentage), en Espagne (63%, +2), en Pologne (62%, +6) et en Suède (60%, +2). Le rapport d'opinion se modifie en Hongrie : la perception réaliste y redevient majoritaire (48% contre 42% « trop ambitieux ») alors que l'opinion d'un objectif trop ambitieux dominait au printemps 2013 (46% contre 44%).

QB2. En pensant à chacun des objectifs suivants à atteindre dans l'UE d'ici 2020, diriez-vous qu'il est trop ambitieux, comme il faut ou trop modeste ?
Réponse: Comme il faut

	Augmenter d'ici 2020 l'efficacité de l'énergie dans l'UE de 20%	Les trois quarts des hommes et des femmes âgés de 20 à 64 ans devraient avoir un emploi	Augmenter d'ici 2020 la part de l'énergie renouvelable dans l'UE de 20%	La part des fonds investis dans la recherche et le développement devrait atteindre 3% des richesses produites dans l'UE chaque année	Réduire d'ici 2020 les émissions de gaz à effet de serre dans l'UE d'au moins 20% par rapport à 1990	Le nombre de jeunes quittant l'école sans qualification devrait descendre à 10%	Le nombre d'Européens vivant sous le seuil de pauvreté devrait être réduit d'un quart d'ici 2020	Au moins 40% des personnes âgées de 30 à 34 ans devraient avoir un diplôme de l'enseignement supérieur
 UE28	60%	58%	57%	56%	54%	50%	48%	48%
 BE	52%	48%	48%	53%	41%	40%	37%	42%
 BG	51%	54%	50%	49%	52%	50%	46%	44%
 CZ	59%	50%	56%	64%	53%	52%	37%	45%
 DK	65%	62%	61%	63%	50%	51%	51%	57%
 DE	54%	58%	52%	59%	50%	40%	44%	29%
 EE	66%	63%	62%	60%	57%	50%	49%	39%
 IE	60%	57%	59%	59%	54%	58%	49%	57%
 EL	48%	39%	47%	45%	41%	39%	28%	42%
 ES	67%	58%	65%	55%	61%	57%	54%	63%
 FR	60%	53%	56%	45%	47%	43%	35%	37%
 HR	66%	64%	66%	64%	60%	64%	58%	56%
 IT	71%	71%	68%	66%	68%	67%	65%	69%
 CY	55%	27%	50%	52%	44%	41%	20%	52%
 LV	64%	60%	58%	61%	61%	49%	60%	47%
 LT	67%	62%	65%	64%	61%	55%	57%	55%
 LU	45%	50%	47%	47%	38%	42%	33%	36%
 HU	55%	53%	55%	55%	51%	50%	45%	48%
 MT	60%	60%	59%	56%	54%	53%	44%	49%
 AT	50%	53%	46%	54%	45%	45%	42%	41%
 NL	56%	53%	52%	52%	44%	46%	42%	25%
 PL	65%	62%	63%	63%	59%	58%	54%	62%
 PT	56%	54%	55%	50%	55%	54%	50%	51%
 RO	57%	63%	56%	56%	53%	53%	54%	52%
 SI	69%	59%	68%	59%	62%	63%	50%	44%
 SK	57%	50%	57%	57%	52%	57%	41%	40%
 FI	68%	58%	60%	65%	56%	59%	49%	35%
 SE	58%	44%	46%	57%	44%	37%	39%	60%
 UK	55%	61%	54%	53%	52%	44%	48%	47%

Pourcentage le plus élevé par pays

Pourcentage le plus bas par pays

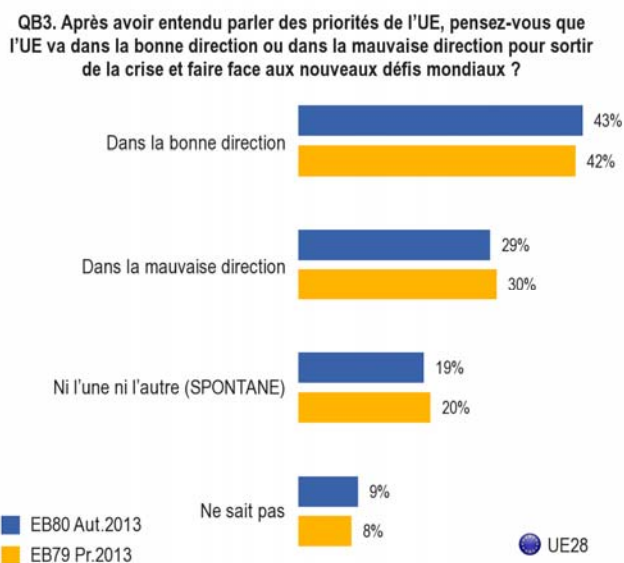
Pourcentage le plus élevé par item

Pourcentage le plus bas par item

III. LA DIRECTION SUIVIE PAR L'UNION EUROPÉENNE POUR LUTTER CONTRE LA CRISE

43% des Européens (+1 point de pourcentage par rapport au printemps 2013) jugent que l'UE « va dans la bonne direction pour sortir de la crise et faire face aux nouveaux défis mondiaux », tandis que 29% (-1) estiment au contraire qu'elle va dans la mauvaise direction. Près d'un Européen sur cinq (19%, -1) choisit de répondre spontanément que l'UE ne va ni dans la bonne, ni dans la mauvaise direction et 9% (+1) n'expriment pas d'opinion⁹.

Déjà perceptible dans l'enquête du printemps 2013, la tendance à une lente amélioration des jugements de l'opinion européenne sur la politique de sortie de crise de l'UE se poursuit dans cette enquête. Le différentiel d'opinion entre jugements positifs et jugements négatifs s'établit ainsi aujourd'hui à +14, pour, par comparaison, +12 au printemps 2013, et +9 à l'automne 2012 et au printemps 2012. S'il est en légère amélioration, ce rapport reste toutefois encore éloigné de son meilleur niveau, +23, mesuré à la fois à l'automne 2010 (EB74) et au printemps 2011 (EB75).



L'approbation de la direction suivie par l'UE pour surmonter la crise est nettement plus positive au sein des pays hors zone euro (51% « dans la bonne direction » contre 24% « dans la mauvaise direction ») qu'au sein des pays de la zone euro (38% contre 33%). Par rapport au printemps 2013, le rapport d'opinion entre approbation et désapprobation progresse au sein des pays hors zone euro (de +24 à +27), et reste stable (+5) dans les pays de la zone euro.

⁹ QB3. Après avoir entendu parler des priorités de l'UE, pensez-vous que l'UE va dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction pour sortir de la crise et faire face aux nouveaux défis mondiaux ?

L'approbation est majoritaire au sein de 23 pays, rassemblant une majorité absolue des personnes interrogées dans 14 d'entre eux (Suède, Lituanie, Malte, Finlande, Danemark, Bulgarie, Pays-Bas, Pologne, Irlande, Croatie, Belgique, Estonie, Lettonie, Allemagne) et une majorité relative dans neuf (Roumanie, République tchèque, Luxembourg, Hongrie, Royaume-Uni, Slovaquie, Autriche, Slovénie, France).






























Cette approbation trouve ses plus hauts niveaux en Suède (70%, +4 points de pourcentage), en Lituanie (64%, -2), à Malte (62%, +2), en Finlande (62%, sans changement) et au Danemark (61%, -2). A l'opposé, c'est en France que le rapport d'opinion est le plus serré (40%, +1, contre 37%, +1). Au sein de ce groupe, les jugements positifs sur la direction suivie par l'UE pour sortir de la crise sont en hausse forte en Irlande (57%, +10).

Dans cinq Etats membres, la désapprobation à l'égard de la politique de sortie de crise de l'UE est majoritaire : en Grèce, en Espagne, en Italie, à Chypre et au Portugal. Elle est en recul net au Portugal (-5 points de pourcentage) et en Espagne (-4). Elle reste stable en Grèce et à Chypre. Elle croît fortement en Italie (+8).

Au final, dans cette enquête, l'indice d'approbation de la politique de sortie de crise de l'UE (différence entre les jugements positifs et les jugements négatifs) se consolide très nettement en Irlande (+16) et se redresse très sensiblement aux Pays-Bas (+12) au Portugal (+11) et en Espagne (+11) par rapport au printemps 2013. A l'inverse, cet indice se dégrade fortement en Italie (-13).

QB3 Après avoir entendu parler des priorités de l'UE, pensez-vous que l'UE va dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction pour sortir de la crise et faire face aux nouveaux défis mondiaux ?

+diff. Aut.2013 - Pr.2013

		Dans la bonne direction		Dans la mauvaise direction		Ni l'une ni l'autre (SPONTANE)		Ne sait pas	
	UE28	43%	+1	29%	-1	19%	-1	9%	+1
	SE	70%	+4	18%	-2	6%	-2	6%	=
	LT	64%	-2	11%	+1	12%	=	13%	+1
	MT	62%	+2	6%	=	21%	+1	11%	-3
	FI	62%	=	20%	-1	12%	+2	6%	-1
	DK	61%	-2	22%	-2	9%	+3	8%	+1
	BG	59%	-2	8%	+1	23%	+1	10%	=
	NL	58%	+4	22%	-8	9%	+2	11%	+2
	PL	58%	+1	19%	-3	14%	=	9%	+2
	IE	57%	+10	20%	-6	14%	-4	9%	=
	HR	55%	=	17%	=	23%	=	5%	=
	BE	54%	+5	27%	-3	17%	-2	2%	=
	EE	53%	+3	9%	-4	30%	+2	8%	-1
	LV	52%	=	12%	=	24%	-2	12%	+2
	DE	50%	+1	16%	-2	27%	=	7%	+1
	RO	49%	+3	18%	+3	24%	+1	9%	-7
	CZ	47%	-2	27%	-2	19%	+2	7%	+2
	LU	47%	-2	26%	-7	21%	+7	6%	+2
	HU	47%	+2	26%	+1	17%	-2	10%	-1
	UK	44%	+1	32%	-6	13%	+4	11%	+1
	SK	43%	-1	33%	-1	19%	+2	5%	=
	AT	42%	+1	22%	-1	32%	-1	4%	+1
	SI	41%	=	27%	-2	25%	+2	7%	=
	FR	40%	+1	37%	+1	13%	-2	10%	=
	ES	30%	+7	45%	-4	18%	-1	7%	-2
	PT	29%	+6	38%	-5	26%	-1	7%	=
	CY	26%	+1	38%	=	24%	-2	11%	+1
	EL	22%	=	56%	=	20%	-1	2%	+1
	IT	18%	-5	42%	+8	29%	-4	11%	+1

L'analyse sociodémographique démontre que la politique de sortie de crise de l'UE est le plus positivement jugée par les 15-24 ans (50%), les étudiants (52%), les personnes ayant étudié jusqu'à 20 ans ou plus tard (52%), les cadres (57%) et les couches aisées (50% chez les individus ne rencontrant presque jamais de difficultés pour régler leurs factures en fin de mois, et 52% chez ceux se positionnant dans le haut de l'échelle sociale).

A l'opposé, elle est le plus défavorablement perçue par les catégories ayant arrêté leurs études à l'âge de 15 ans ou plus tôt (37% de désapprobation contre 30% d'approbation), les chômeurs (38% contre 34%), les personnes rencontrant des difficultés financières (44% contre 27% chez les personnes avouant la plupart du temps avoir du mal à payer leurs factures) et celles se plaçant elles-mêmes dans le bas de l'échelle sociale (36% contre 33%).

QB3 Après avoir entendu parler des priorités de l'UE, pensez-vous que l'UE va dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction pour sortir de la crise et faire face aux nouveaux défis mondiaux ?

	Dans la bonne direction	Dans la mauvaise direction	Ni l'une ni l'autre (SPONTANE)	Ne sait pas
UE28	43%	29%	19%	9%
Sexe				
Homme	45%	29%	19%	7%
Femme	41%	29%	20%	10%
Age				
15-24	50%	24%	18%	8%
25-39	44%	30%	19%	7%
40-54	43%	31%	18%	8%
55 +	39%	30%	21%	10%
Age de fin d'études				
15-	30%	37%	21%	12%
16-19	41%	30%	20%	9%
20+	52%	25%	16%	7%
Toujours étudiant	52%	23%	20%	5%
Catégorie socioprofessionnelle				
Indépendants	45%	28%	21%	6%
Cadres	57%	23%	14%	6%
Autres employés	43%	28%	20%	9%
Ouvriers	42%	31%	18%	9%
Hommes/ femmes au foyer	35%	35%	20%	10%
Chômeurs	34%	38%	19%	9%
Retraités	39%	29%	21%	11%
Etudiants	52%	23%	20%	5%
Difficultés à payer ses factures				
La plupart du temps	27%	44%	20%	9%
De temps en temps	37%	34%	21%	8%
Pratiquement jamais/ Jamais	50%	24%	18%	8%
Autopositionnement sur l'échelle sociale				
Bas (1-4)	33%	36%	21%	10%
Moyen (5-6)	43%	29%	20%	8%
Haut (7-10)	52%	25%	16%	7%

EUROBAROMÈTRE STANDARD 80

Europe 2020

SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES

Entre le 2 et le 17 novembre 2013, TNS opinion & social, un consortium créé entre TNS plc et TNS opinion, a réalisé la vague 80.1 de l'enquête EUROBAROMÈTRE à la demande de la COMMISSION EUROPÉENNE, direction générale de la communication, unité « Stratégie, actions de communication corporate et Eurobaromètre ».

La vague 80.1 est l'enquête EUROBAROMÈTRE STANDARD 80 et couvre la population de 15 ans et plus ayant la nationalité d'un des Pays membres de l'Union européenne et résidant dans un des Pays membres de l'Union européenne.

L'enquête EUROBAROMETRE STANDARD 80 a été conduite également dans les cinq pays candidats (la Turquie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, l'Islande, le Monténégro et la Serbie) et en Communauté chypriote turque. Dans ces pays, l'étude a couvert la population nationale et les citoyens de tous les Etats membres résidant dans ces pays et ayant une maîtrise de la langue nationale suffisante pour répondre au questionnaire.

Le principe d'échantillonnage appliqué dans tous les Etats participant à cette étude est une sélection aléatoire (probabiliste) à phases multiples. Dans chaque pays, divers points de chute ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population (afin de couvrir la totalité du pays) et à la densité de la population.

A cette fin, ces points de chute ont été tirés systématiquement dans chacune des "unités régionales administratives", après avoir été stratifiés par unité individuelle et par type de région. Ils représentent ainsi l'ensemble du territoire des pays participant à l'étude, selon les EUROSTAT-NUTS II (ou équivalent) et selon la distribution de la population habitant dans le pays en termes de zones métropolitaines, urbaines et rurales. Dans chacun des points de chute sélectionnés, une adresse de départ a été tirée de manière aléatoire. D'autres adresses (chaque Nième adresse) ont ensuite été sélectionnées par une procédure de "random route" à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré aléatoirement (suivant la règle du "plus proche anniversaire"). Toutes les interviews ont été réalisées en face à face chez les répondants et dans la langue nationale appropriée. En ce qui concerne la technique de collecte de données, le système CAPI (*Computer Assisted Personal Interview*) a été utilisé dans tous les pays où cela était possible.

Dans chaque pays, l'échantillon a été comparé à l'univers. La description de l'univers se base sur les données de population EUROSTAT ou provenant des Instituts nationaux de Statistique. Pour tous les pays couverts par l'étude, une procédure de pondération nationale a été réalisée (utilisant des pondérations marginales et croisées), sur base de cette description de l'univers. Dans tous les pays le sexe, l'âge, les régions et la taille de l'agglomération ont été introduits dans la procédure d'itération. Pour la pondération internationale (i.e. les moyennes UE), TNS Opinion & Social recourt aux chiffres officiels de population, publiés par EUROSTAT ou les instituts nationaux de Statistique. Les chiffres complets de la population, introduits dans cette procédure de post-pondération, sont indiqués ci-dessous.

Il importe de rappeler aux lecteurs que les résultats d'un sondage sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Pour des échantillons d'environ 1.000 interviews, le pourcentage réel oscille dans les intervalles de confiance suivants :

**Marges statistiques dues au processus d'échantillonnage
(au niveau de confiance de 95%)**

tailles d'échantillon en lignes

résultats observés en colonnes

	5%	10%	15%	20%	25%	30%	35%	40%	45%	50%	
	95%	90%	85%	80%	75%	70%	65%	60%	55%	50%	
N=50	6,0	8,3	9,9	11,1	12,0	12,7	13,2	13,6	13,8	13,9	N=50
N=500	1,9	2,6	3,1	3,5	3,8	4,0	4,2	4,3	4,4	4,4	N=500
N=1000	1,4	1,9	2,2	2,5	2,7	2,8	3,0	3,0	3,1	3,1	N=1000
N=1500	1,1	1,5	1,8	2,0	2,2	2,3	2,4	2,5	2,5	2,5	N=1500
N=2000	1,0	1,3	1,6	1,8	1,9	2,0	2,1	2,1	2,2	2,2	N=2000
N=3000	0,8	1,1	1,3	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	1,8	1,8	N=3000
N=4000	0,7	0,9	1,1	1,2	1,3	1,4	1,5	1,5	1,5	1,5	N=4000
N=5000	0,6	0,8	1,0	1,1	1,2	1,3	1,3	1,4	1,4	1,4	N=5000
N=6000	0,6	0,8	0,9	1,0	1,1	1,2	1,2	1,2	1,3	1,3	N=6000
N=7000	0,5	0,7	0,8	0,9	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2	1,2	N=7000
N=7500	0,5	0,7	0,8	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	N=7500
N=8000	0,5	0,7	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	N=8000
N=9000	0,5	0,6	0,7	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0	N=9000
N=10000	0,4	0,6	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	N=10000
N=11000	0,4	0,6	0,7	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	N=11000
N=12000	0,4	0,5	0,6	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	N=12000
N=13000	0,4	0,5	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	N=13000
N=14000	0,4	0,5	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	N=14000
N=15000	0,3	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	N=15000
	5%	10%	15%	20%	25%	30%	35%	40%	45%	50%	
	95%	90%	85%	80%	75%	70%	65%	60%	55%	50%	

ABR.	PAYS	INSTITUTS	N° INTERVIEWS	DATES TERRAIN		POPULATION 15+	PROPORTION UE28
BE	Belgique	TNS Dimarso	1.063	2/11/13	17/11/13	8.939.546	2,16%
BG	Bulgarie	TNS BBSS	1.027	2/11/13	11/11/13	6.537.510	1,58%
CZ	Rép. Tchèque	TNS Aisa	1.000	2/11/13	13/11/13	9.012.443	2,18%
DK	Danemark	TNS Gallup DK	1.001	2/11/13	17/11/13	4.561.264	1,10%
DE	Allemagne	TNS Infratest	1.543	2/11/13	17/11/13	64.336.389	15,57%
EE	Estonie	TNS Emor	1.004	2/11/13	17/11/13	945.733	0,23%
IE	Irlande	IMS Millward Brown	1.004	3/11/13	17/11/13	3.522.000	0,85%
EL	Grèce	TNS ICAP	1.000	2/11/13	16/11/13	8.693.566	2,10%
ES	Espagne	TNS Spain	1.012	2/11/13	17/11/13	39.127.930	9,47%
FR	France	TNS Sofres	1.027	2/11/13	17/11/13	47.756.439	11,56%
HR	Croatie	Puls	1.000	2/11/13	16/11/13	3.749.400	0,91%
IT	Italie	TNS Italia	1.000	2/11/13	14/11/13	51.862.391	12,55%
CY	Rép. de Chypre	Synovate	503	2/11/13	17/11/13	838.897	0,20%
LV	Lettonie	TNS Latvia	1.007	2/11/13	17/11/13	1.447.866	0,35%
LT	Lituanie	TNS LT	1.030	2/11/13	17/11/13	2.829.740	0,69%
LU	Luxembourg	TNS ILReS	508	2/11/13	12/11/13	434.878	0,11%
HU	Hongrie	TNS Hoffmann	1.000	2/11/13	17/11/13	8.320.614	2,01%
MT	Malte	MISCO	500	2/11/13	17/11/13	335.476	0,08%
NL	Pays-Bas	TNS NIPO	1.019	2/11/13	17/11/13	13.371.980	3,24%
AT	Autriche	Österreichisches Gallup-Institut	1.032	2/11/13	17/11/13	7.009.827	1,70%
PL	Pologne	TNS Polska	1.000	2/11/13	17/11/13	32.413.735	7,85%
PT	Portugal	TNS Portugal	1.047	2/11/13	17/11/13	8.414.215	2,04%
RO	Roumanie	TNS CSOP	1.069	2/11/13	12/11/13	18.246.731	4,42%
SI	Slovénie	RM PLUS	1.086	3/11/13	17/11/13	1.759.701	0,43%
SK	Slovaquie	TNS Slovakia	1.000	2/11/13	17/11/13	4.549.955	1,10%
FI	Finlande	TNS Gallup	1.002	2/11/13	17/11/13	4.440.004	1,07%
SE	Suède	TNS Sifo	1.019	2/11/13	17/11/13	7.791.240	1,89%
UK	Royaume-Uni	TNS UK	1.326	2/11/13	17/11/13	51.848.010	12,55%
TOTAL UE28			27.829	2/11/13	17/11/13	413.097.480	100%*
CY(tcc)	Comm. chypriote turque	Kadem	500	2/11/13	17/11/13	143.226	
TR	Turquie	TNS PIAR	1.001	2/11/13	17/11/13	54.844.406	
MK	Ancienne Rép. Yougoslave de Macédoine	TNS Brima	1.048	2/11/13	8/11/13	1.678.404	
IS	Islande	Capacent	500	2/11/13	17/11/13	252.277	
ME	Monténégro	TNS Medium Gallup	499	2/11/13	17/11/13	492.265	
RS	Serbie	TNS Medium Gallup	1.034	2/11/13	17/11/13	6.409.693	
TOTAL			32.411	2/11/13	17/11/13	476.917.751	

* Il convient de noter que le total des pourcentages indiqué dans ce tableau peut dépasser 100% en raison des arrondis